

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 avril 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 avril 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé présenté par M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de la Chine, de l'Estonie, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, du Kenya, du Mexique, du Niger, de la Norvège, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et les Grenadines, de la Tunisie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence portant sur les « Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité », tenue le mardi 13 avril 2021. Des déclarations ont également été faites par S. E. M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie, et M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité, qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte de l'exposé et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

(Signé) **Dang Dinh Quy**
Président du Conseil de sécurité



Annexe I**Exposé de M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo**

C'est un plaisir pour moi d'être ici aujourd'hui et de faire au Conseil de sécurité le point des principaux faits nouveaux survenus au cours des six derniers mois.

Malgré les défis systémiques liés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des élections législatives anticipées ont été préparées et organisées avec succès dans tout le Kosovo le 14 février. Avant les élections, trois Gouvernements distincts se sont succédé au Kosovo en moins d'une année et demie. Ce fait contribue à lui seul à illustrer l'ampleur des turbulences politiques qui ont prévalu, ce qui a rendu les résultats du scrutin de février d'autant plus significatifs pour la population.

Le taux de participation a été élevé, et le nombre de votes a presque triplé au sein de la diaspora. Le parti vainqueur, le Mouvement pour l'autodétermination, a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés. Un examen des données démographiques du vote a révélé un fort désir de changement au sein de la société du Kosovo. Les attentes exprimées concernaient un besoin de changement dans la prise en compte par le Gouvernement des espoirs et des besoins réels des électeurs, et d'un plus grand respect de l'égalité des chances, du principe de responsabilité et de l'état de droit.

En conséquence, les attentes à travers le Kosovo resteront élevées, à l'image des résultats obtenus. Au cours des derniers mois, malgré les limitations causées par la pandémie, mon équipe et moi-même avons dialogué avec de nombreux dirigeants à Pristina, ainsi qu'à Belgrade. Hier, j'ai rencontré le nouveau Premier Ministre du Kosovo, Albin Kurti, qui m'a fait part des grandes priorités de son gouvernement et m'a assuré qu'il comprenait l'importance stratégique de faire avancer le dialogue avec Belgrade. Je me suis entretenu ce matin même avec le Président de la Serbie, Aleksandar Vučić, qui a souligné l'importance du dialogue pour la paix et la stabilité, et qui a réitéré son souhait que ce dialogue soit renforcé afin de produire des résultats allant au-delà de ceux obtenus précédemment.

De nouvelles dynamiques, notamment l'obligation d'élire un nouveau Président, ont contribué à la nécessité d'organiser des élections générales, l'ancien Président ayant démissionné après sa mise en examen par le Procureur spécialisé du Kosovo et en prévision du procès à venir devant les Chambres spécialisées du Kosovo. La semaine dernière, Vjosa Osmani a été élue Présidente du Kosovo, devenant ainsi la deuxième femme à occuper cette haute fonction. Par ailleurs, le leadership des femmes a continué d'augmenter suite à ces élections, et celles-ci occupent à présent 43 des 120 sièges du Parlement du Kosovo, soit 36%. Le Kosovo rejoint ainsi d'autres pays de la région des Balkans en se classant dans le haut du tableau en termes de représentation des femmes au Parlement. Des femmes occupent également deux des trois postes de Vice-Premier Ministre et détiennent cinq des 15 portefeuilles ministériels.

Je sais, d'après les discussions que j'ai eues à Pristina et à Belgrade, que chaque partie est consciente de l'importance de la qualité de ses relations pour répondre aux aspirations de ses électeurs à progresser sur la voie européenne. Seuls un dialogue significatif et sincère et des politiques tournées vers l'avenir permettront de faire évoluer ces relations et de satisfaire les intérêts mutuels. Sous l'égide de l'Union européenne, un important appui technique et politique est prêt pour favoriser la poursuite du dialogue entre Pristina et Belgrade dans l'optique d'un accord global. Comme l'ont fait de nombreux responsables européens et internationaux, j'invite les dirigeants à être attentifs à l'impact de leurs déclarations publiques. Les gains sur

le plan de la confiance publique dans ce processus sont aussi fragiles qu'essentiels. Le Gouvernement installé à Pristina bénéficie désormais d'un mandat solide, et nous pouvons nous attendre à ce que les sujets difficiles soient traités avec sérieux et diligence.

Comme toujours, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) soutient sans équivoque le processus, et nous continuerons à œuvrer sur le terrain par tous les moyens à notre disposition pour promouvoir un environnement propice au progrès.

Comme dans d'autres endroits du monde, le Kosovo subit la pression incessante liée à la propagation de la COVID-19. Au cours de la période considérée, il y a eu deux pics spectaculaires du nombre d'infections, l'un en novembre et l'autre qui a commencé en mars et se poursuit. Bien que des mesures de confinement supplémentaires aient été réintroduites, depuis la semaine dernière, le nombre moyen des nouvelles infections est proche de son point le plus élevé depuis le début de la pandémie. À ce jour, on sait que le virus a déjà infecté plus de 100 000 personnes au Kosovo et a causé plus de 2 000 décès, soit l'un des taux les plus élevés par habitant. Dans le cadre du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, une première livraison de 24 000 doses est arrivée au Kosovo fin mars, marquant le début du programme de vaccination. Il sera essentiel d'accélérer l'aide à la vaccination au Kosovo, étant donné les taux d'infection alarmants et la propagation de souches plus virulentes de l'agent pathogène.

Notre mission s'est adaptée très tôt pour pouvoir poursuivre ses opérations, notamment en fournissant au personnel et aux familles un soutien sanitaire et des services de dépistage équipés 24 heures sur 24. Nous allons bientôt vacciner l'ensemble du personnel des Nations Unies et des personnes à leur charge, grâce à un fort appui du Secrétariat. Dans le cadre de ces efforts, nous avons également pu aider les autorités et les populations particulièrement vulnérables, notamment grâce à la distribution de produits de première nécessité. Mon personnel chargé de la communication a aidé à concevoir des campagnes d'information soutenues par l'ONU, fournissant des données et des informations sur la situation sanitaire dans les langues non majoritaires, tandis que l'ensemble du système des Nations Unies au Kosovo s'est efforcé de canaliser l'aide aux prestataires et aux institutions de santé.

Conformément à notre mandat, la Mission continue de s'engager sur le terrain dans de multiples secteurs et domaines d'activité, conformément au programme établi lors du Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo, qui s'est tenu en 2018. Il s'agit notamment de programmes et de projets visant à renforcer la position des femmes et des jeunes dans la politique et la société, à promouvoir l'innovation et à catalyser l'activisme civique, ainsi qu'à développer l'éducation multilingue, pour n'en citer que quelques-uns. Par le biais de notre programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, nous avons continué de promouvoir la défense et la coopération des jeunes, notamment par le biais de sessions avec des responsables de 19 municipalités ethniquement mixtes, et par des campagnes en ligne menées par des acteurs du changement qui partagent leurs expériences de la pandémie. Nous nous entretenons régulièrement avec les autorités du Kosovo et les organisations de la société civile sur le suivi, la protection et la promotion des droits de l'homme, ainsi que pour promouvoir le principe de responsabilité et l'efficacité du système judiciaire. Nous continuons à créer des mécanismes d'aide juridictionnelle pour les communautés vulnérables, comme le Centre d'aide juridictionnelle du Kosovo Law Institute, qui bénéficie du soutien de la MINUK et qui a récemment ouvert une nouvelle antenne à Mitrovica.

Étant donné que la liberté et la tolérance religieuses revêtent une importance particulière et sont des questions sensibles, nous suivons de près tous les incidents

touchant les lieux de culte et nous collaborons avec les communautés et les autorités pour assurer leur sécurité. Cela fait partie de notre responsabilité partagée de promouvoir la confiance interethnique et de réduire les risques de tensions.

Dans le contexte de la COVID-19, nous menons des activités de suivi systématique des répercussions de la pandémie sur les droits de l'homme ainsi que des politiques adoptées pour y faire face. Nous exhortons le Gouvernement à faire des progrès dans ses efforts visant à faire la lumière sur le sort des personnes disparues en collaborant spécifiquement et activement avec le Groupe de travail sur les personnes portées disparues, composé de représentants de Pristina et de Belgrade. Nous promouvons l'accès des personnes rescapées de violences sexuelles liées au conflit et de violences fondées sur le genre aux services juridiques et médicaux, ainsi qu'à la formation et à des débouchés.

Dans le cadre de tous ces efforts, nous nous appuyons sur un réseau efficace de complémentarité et de coopération avec des partenaires internationaux, au sein de la famille des Nations Unies et au-delà.

De vastes possibilités s'ouvrent au nouveau Gouvernement du Kosovo, qui doit aussi faire face à des défis de taille. Le Premier Ministre Kurti dirige une majorité gouvernementale forte. Il a annoncé une approche de la gouvernance centrée sur l'être humain, mettant l'accent sur les progrès en matière de justice, la lutte contre la corruption endémique et l'amélioration des perspectives socioéconomiques de tous. Il s'agit également d'une occasion importante de transformer les discours publics, qui ont pris en otage les aspirations d'une nouvelle génération. Ouvrir la voie à l'avenir exige de transformer et de changer les priorités, en paroles et en actes. Pour réduire les tensions, il faut également que les partis au pouvoir comme les partis d'opposition prouvent leur capacité de se rallier autour d'intérêts plus larges.

Le dialogue avec Belgrade n'est pas une formule imposée de l'extérieur ; c'est une composante des progrès qui doivent venir de l'intérieur. En ma qualité de Représentant spécial du Secrétaire général, j'ai ressenti directement le mécontentement de la population face au rythme du changement, par rapport au potentiel qui existe pour l'édification d'un avenir où les slogans nationalistes et la désignation de boucs émissaires sur une base ethnique n'ont pas leur place. Une occasion se présente, et la MINUK reste déterminée à appuyer le leadership ferme qui est nécessaire pour la saisir. Les électeurs du Kosovo se sont prononcés en faveur de la rupture avec le passé, et j'espère que les membres du Conseil de sécurité exprimeront également leur appui sans équivoque à un avenir plus pacifique et plus prospère au Kosovo et dans la région.

Je remercie très sincèrement les membres du Conseil de leur attention et de leur appui constant aux travaux de la MINUK.

Annexe II

Déclaration de M. Geng Shuang, Représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie le Représentant spécial Tanin de son exposé, et je salue la participation du Ministre serbe des affaires étrangères, M. Selaković, que je remercie de sa présence et de sa déclaration à la réunion d'aujourd'hui. J'ai suivi très attentivement l'intervention de M^{me} Gërvalla-Schwarz.

La question du Kosovo revêt la plus haute importance pour la paix et la stabilité des Balkans et de l'Europe dans son ensemble. La Serbie et le Kosovo doivent parvenir à une solution mutuellement acceptable par le dialogue et la consultation dans le cadre de la résolution 1244 (1999). Dans ce processus, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Serbie doivent être pleinement respectées.

Au cours des six derniers mois, les relations entre la Serbie et le Kosovo ont été généralement stables. Des progrès ont été réalisés en matière de transport d'énergie et de gestion des frontières. La Chine se félicite de cette évolution positive. En raison des troubles politiques au Kosovo, le dialogue entre les deux parties est au point mort depuis décembre de l'année dernière. La Chine attend avec impatience la reprise du dialogue dès que possible et salue la volonté de la Serbie de participer à ces pourparlers. Les résultats du dialogue précédent doivent également être mis en œuvre. Le Kosovo doit appliquer le Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations et faire des efforts concrets le plus rapidement possible pour promouvoir la création de l'association/communauté des municipalités à majorité serbe. En tant que Coordonnatrice des relations entre la Serbie et le Kosovo, l'Union européenne doit faciliter ces efforts.

Le renforcement de l'unité entre les différents groupes ethniques est le seul moyen de parvenir à la paix et à la stabilité au Kosovo. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) constitue une menace pour la santé de toutes les communautés dans les deux camps. La lutte contre la pandémie offre aux deux parties une occasion importante de renforcer l'unité et la coopération et de parvenir à une coexistence pacifique. Selon le rapport (S/2021/332) du Secrétaire général, le nombre des infections a considérablement augmenté pendant la période des troubles politiques, suite au relâchement des efforts de prévention et de contrôle de la pandémie. Lorsque la Serbie a fourni des vaccins à une région du Kosovo habitée par des Serbes du Kosovo, les autorités kosovares ont vivement réagi, ce qui est surprenant. La communauté internationale doit veiller à la distribution équitable des vaccins et à ce que les lacunes en matière de vaccination soient comblées. Elle doit également veiller à ce qu'il n'y ait pas d'obstacles d'origine humaine à la vaccination. Nous devons atteindre le plus grand nombre de personnes possible, sans entrave. Les vaccins sont importants pour la vie et la santé des gens. Il faut mener une campagne de vaccination à grande échelle pour renforcer la confiance mutuelle entre tous les groupes ethniques.

La Chine se félicite de l'action menée par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) sous la direction du Représentant spécial Tanin. Nous appuyons les efforts continus déployés par la MINUK pour jouer son rôle de coordination, conformément à son mandat. Par ailleurs, la Chine appelle les parties concernées à garantir pleinement la sécurité du personnel de l'ONU et à créer des conditions favorables à l'accomplissement des tâches de la MINUK.

Nous venons de discuter des dispositions à prendre pour l'organisation de la réunion d'aujourd'hui. Nous regrettons qu'une telle situation se soit produite. La délégation chinoise respecte la décision qui a été prise, à savoir que la réunion

d'aujourd'hui se déroulera de manière informelle et que l'arrière-plan des participants concernés ne revêt pas de signification particulière. Dans le même temps, je tiens à réaffirmer que l'examen par le Conseil de sécurité de la question du Kosovo vise à renforcer la confiance mutuelle entre les deux parties et à promouvoir un règlement rapide de la question du Kosovo dans le cadre de la résolution 1244 (1999). Ces actes qui créent des confrontations et des problèmes sont incompatibles avec l'objectif initial de l'examen par le Conseil de sécurité de cette question et ne contribuent pas à son règlement. Nous espérons que des incidents similaires ne se reproduiront pas à l'avenir.

Annexe III

Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général de son exposé détaillé. Nous saluons également la participation des Ministres des affaires étrangères du Kosovo et de la Serbie à leur première réunion du Conseil de sécurité consacrée à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), et les remerciements de leurs déclarations.

L'Estonie félicite M. Tanin pour sa direction des travaux de la MINUK visant à faire avancer la démocratie au Kosovo et à promouvoir la stabilité régionale dans les Balkans occidentaux. Nous nous félicitons de l'appui de la MINUK à la participation des femmes aux processus de prise de décision ainsi qu'aux initiatives en faveur des jeunes et à la lutte contre la violence fondée sur le genre. Nous nous félicitons tout particulièrement des activités d'appui menées par la MINUK pour aider les autorités et les communautés locales du Kosovo à atténuer les difficultés causées par la pandémie.

Nous nous félicitons de la formation de la nouvelle Assemblée du Kosovo et du Gouvernement du Kosovo, ainsi que de l'élection du nouveau Président du Kosovo. Maintenant que toutes les institutions au Kosovo ont été mises en places, le dialogue Belgrade entre Pristina facilité par l'Union européenne doit se poursuivre sans plus tarder. À cet égard, nous appuyons pleinement les efforts du Haut-Représentant de l'Union européenne, Josep Borrell, et du Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák. Il est essentiel que toutes les questions en suspens soient finalement réglées. Nous encourageons la Serbie et le Kosovo à renforcer leur dialogue avec les membres de la société civile, en particulier avec les femmes et les jeunes, car ils peuvent apporter une contribution importante au règlement des problèmes à la table de négociation.

Nous exhortons les Gouvernements serbe et du Kosovo à progresser sur la voie européenne. Pour ce faire, il faudra faire avancer les réformes, sur la base de l'Accord de stabilisation et d'association et de l'Agenda européen des réformes, ainsi que la coopération régionale. Nous soulignons l'importance de renforcer l'état de droit, en particulier la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, et la nécessité de promouvoir le développement socioéconomique.

Le Kosovo a fait preuve d'un engagement continu envers les Chambres spécialisées au cours de la période récente. Nous appuyons le travail des Chambres spécialisées du Kosovo et du Bureau du Procureur spécialisé. Une coopération intégrale avec ces institutions reste essentielle, car elle constitue une preuve importante de l'attachement du Kosovo à l'état de droit. Nous tenons à souligner que la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo a maintenu sa capacité opérationnelle et poursuivi ses activités de surveillance et de conseil, ainsi que ses activités opérationnelles, même pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La coopération avec l'Union européenne étant devenue de plus en plus importante au Kosovo, nous souhaiterions qu'un examen stratégique de la MINUK soit effectué en temps utile.

Enfin, nous appelons la Serbie et le Kosovo à coopérer de bonne foi, dans un esprit de compromis, et à s'efforcer de parvenir à un accord global et juridiquement contraignant sur la normalisation des relations, conformément au droit international et à l'acquis communautaire. Cet accord contribuerait à la stabilité de la région et serait essentiel pour que les deux parties puissent avancer sur leurs trajectoires européennes respectives.

Annexe IV**Déclaration de M. Nicolas de Rivière, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général pour sa présentation. Je salue également la participation des Ministres des affaires étrangères de la Serbie et du Kosovo.

La France salue la tenue des élections du 14 février dernier au Kosovo, la formation d'un nouveau gouvernement et l'élection de la Présidente. Le Kosovo dispose à présent d'institutions stables lui permettant de relever les défis auxquels il fait face, en particulier entreprendre les réformes essentielles que les citoyens appellent de leurs vœux. La France et l'Union européenne se tiennent aux côtés du Kosovo pour l'aider à relever ces défis, qu'il s'agisse de la lutte contre la pandémie, du développement socioéconomique du pays ou du renforcement de l'état de droit, notamment la lutte contre la corruption et la criminalité organisée.

Parmi ces chantiers prioritaires figure également le dialogue avec la Serbie, qui est un enjeu de sécurité européenne. La France réaffirme sa conviction qu'il n'y a d'autre voie, ni pour la Serbie, ni pour le Kosovo, que de parvenir à un accord global, définitif et juridiquement contraignant. C'est une des conditions du rapprochement européen de la Serbie comme du Kosovo. Nous soutenons pleinement les efforts du Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák. La France se tient prête à apporter tout son soutien, comme elle l'a fait lors du sommet de Paris le 10 juillet 2020, coprésidé par le Président français, Emmanuel Macron, et la Chancelière allemande, Angela Merkel, qui a permis la reprise du dialogue après 20 mois d'interruption. Nous appelons les autorités du Kosovo et de la Serbie à s'engager résolument dans les négociations sur la base des progrès déjà réalisés, notamment au cours de l'année 2020 sur les questions de coopération économique, de personnes déplacées et réfugiées et de personnes disparues. Il est essentiel que tous les sujets contentieux soient traités, y compris les plus sensibles. Nous souhaitons également que le Représentant spécial de l'Union européenne, dont le rôle de médiation est fondé sur une résolution de l'Assemblée générale, vienne prochainement présenter ses efforts devant le Conseil.

Nous saluons l'action de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Elle contribue à promouvoir la sécurité, la stabilité, le renforcement de l'état de droit et le respect des droits de l'homme au Kosovo et dans la région. Les efforts de la MINUK doivent se poursuivre, en coordination avec les initiatives d'autres acteurs régionaux et internationaux, en particulier la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo. Celle-ci contribue notamment à la lutte contre l'impunité des auteurs de crimes graves. Nous appelons tous les acteurs à continuer à soutenir les Chambres spécialisées du Kosovo et le Bureau du Procureur spécialisé et à coopérer avec eux.

Je veux enfin souligner la conviction profonde de la France : la Serbie et le Kosovo ont un avenir européen commun. L'Union européenne est le premier partenaire commercial, le premier investisseur et le premier donateur dans les deux pays. Ses efforts pour faciliter la conclusion d'un accord global et juridiquement contraignant entre Belgrade et Pristina contribueront à la stabilisation durable des Balkans occidentaux et au rapprochement européen des deux pays. Nous invitons les dirigeants de la Serbie et du Kosovo à agir en Européens en recherchant un compromis. La France restera engagée sur ce sujet, en appui aux deux parties et à la médiation de l'Union européenne.

Annexe V**Déclaration de M. T. S. Tirumurti, Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais me joindre à mes collègues pour remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, Zahir Tanin, de son exposé sur les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Je salue la participation de S. E. M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

Je tiens tout d'abord à rappeler la position de principe de l'Inde, qui soutient la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Serbie. Nous estimons que toutes les questions en suspens doivent être résolues par la voie de négociations pacifiques.

Nous nous félicitons des multiples séries de pourparlers tenues entre experts de Belgrade et de Pristina sur les revendications financières et les questions de propriété depuis la reprise du dialogue facilité par l'Union européenne en juillet 2020. Si les élections dans la région et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont eu des répercussions sur les pourparlers, nous jugeons encourageantes les récentes réunions de haut niveau tenues il y a plusieurs semaines par le Représentant spécial de l'Union européenne en vue d'établir les modalités de la poursuite du dialogue. Nous espérons que les deux parties reprendront bientôt le dialogue facilité par l'Union européenne en toute bonne foi. Il est important que les deux parties mettent en œuvre les accords déjà signés, notamment sur la création d'une association des municipalités à majorité serbe au Kosovo, et trouvent un terrain d'entente pour régler les questions contentieuses.

La question des personnes portées disparues est une question humanitaire importante, et nous espérons qu'avec le soutien de la MINUK, les autorités seront en mesure de déterminer ce qu'il est advenu des personnes toujours portées disparues. Le retour volontaire et en toute sécurité des déplacés et des réfugiés en provenance de pays de la région est également essentiel en termes de mesures de confiance. La MINUK doit continuer, aux côtés des autres acteurs internationaux présents sur le terrain, à encourager les autorités de Pristina à s'attaquer aux problèmes de toutes les communautés.

Nous avons pris note des activités menées par la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo au cours de la période considérée.

En conclusion, je remercie la MINUK d'avoir continué à mettre en œuvre son mandat de promotion de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits de l'homme dans la région. Nous appelons toutes les parties à coopérer pleinement avec la MINUK et à faciliter son travail.

Annexe VI

Déclaration de M^{me} Geraldine Byrne Nason, Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je salue la participation des deux Ministres, du Kosovo et de la Serbie, qui sont parmi nous aujourd'hui. C'est la première fois que l'Irlande a l'occasion d'aborder ces questions depuis qu'elle a rejoint le Conseil de sécurité, et c'est pourquoi je voudrais commencer par souligner que mon pays soutient fermement la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

Je voudrais également saluer le rapport du Secrétaire général (S/2021/332) et bien sûr remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tanin, et son équipe pour leur important travail et son exposé de ce matin.

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, et comme l'ont confirmé plusieurs intervenants ce matin, le Kosovo, à l'instar de beaucoup d'entre nous, a dû faire face à de graves problèmes découlant de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) au cours des 12 derniers mois. Nous apprécions à sa juste valeur le rôle important que la MINUK a joué pour aider le Kosovo à relever ces défis grâce à l'achat de fournitures médicales et d'équipements de protection individuelle, au partage de ses compétences et à l'aide qu'elle apporte aux communautés les plus vulnérables.

Nous attachons une importance particulière à l'action de la MINUK en matière de promotion de l'égalité des sexes au Kosovo, notamment dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, ainsi qu'à son engagement auprès des jeunes dans le cadre du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. Nous estimons que ces travaux sont particulièrement importants à l'heure actuelle, étant donné l'augmentation du nombre de cas de violence fondée sur le genre dans le contexte de la COVID-19 que nous avons constatée dans le monde entier. Nous saluons les initiatives de la MINUK visant à apporter une assistance aux survivants dans toutes les communautés du Kosovo. Nous nous félicitons également de l'intégration par le Kosovo des dispositions de la Convention d'Istanbul dans sa législation. Ce qui importe maintenant, c'est que ces efforts soient suivis de la mise en œuvre effective de politiques concrètes.

L'Irlande se félicite des progrès réalisés en termes de représentation politique des femmes – une femme ministre est parmi nous aujourd'hui – après les récentes élections au Kosovo, où nous savons que le pourcentage de femmes élues à l'Assemblée a dépassé le quota fixé par la loi électorale. Les progrès importants réalisés par les femmes dans l'arène politique doivent également se traduire par une participation pleine, égale et véritable des femmes à la consolidation de la paix dans toutes ses dimensions au Kosovo, y compris au dialogue entre Belgrade et Pristina. Dans ce contexte, nous savons que les obstacles auxquels sont confrontées les femmes doivent être levés pour instaurer une paix durable et inclusive. Nous savons que le corollaire est vrai : la participation des femmes améliore les perspectives d'une paix durable et inclusive.

Le Conseil de sécurité a la responsabilité – nous avons la responsabilité – d'appuyer fermement les efforts visant à faire avancer le dialogue entre Belgrade et Pristina. Le dialogue facilité par l'Union européenne a un rôle particulièrement important à jouer à cet égard, et nous appuyons pleinement les efforts déployés par le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne, Josep Borrell, et par le Représentant spécial de l'Union européenne, Miroslav Lajčák, pour faire avancer ce processus.

Un accord de normalisation global, définitif et juridiquement contraignant est essentiel pour les perspectives européennes de la Serbie et du Kosovo, et plus

généralement, pour la stabilité de la région des Balkans occidentaux. Maintenant qu'un nouveau Gouvernement et une nouvelle Présidente sont en place au Kosovo, il existe une réelle possibilité de relancer le dialogue entre Belgrade et Pristina. Nous demandons instamment que des efforts concertés et sincères soient faits au cours des prochains mois pour faire avancer le dialogue facilité par l'Union européenne.

Il faut reconnaître qu'au niveau national, l'année 2020 a été difficile pour le Kosovo, tant en termes de troubles politiques que d'impact de la COVID-19. Nous espérons toutefois qu'au cours des mois à venir, un nouvel élan sera imprimé au programme de réforme de l'Union européenne, conformément aux conclusions et recommandations du rapport de 2020 de la Commission européenne sur le Kosovo.

La pandémie a créé des défis sans précédent pour les institutions garantes de l'état de droit au Kosovo. L'Irlande encourage vivement le Gouvernement à prendre en compte, dans toutes les réformes de l'état de droit, les questions qui ont été mises en évidence par la pandémie de COVID-19, en particulier en ce qui concerne les groupes vulnérables et leur accès à la justice.

Comme nous l'avons entendu ce matin, la population du Kosovo a voté pour le changement et pour un programme de réformes en matière d'état de droit et de lutte contre la corruption. Nous exhortons le nouveau Gouvernement à s'appuyer sur le travail déjà accompli et à réaliser de nouveaux progrès dans ce domaine pour tous les habitants du Kosovo.

Dans ce contexte, je souhaite également souligner l'appui de l'Irlande aux Chambres spécialisées du Kosovo. Les Chambres ont un travail important à faire. Il est également essentiel que les autorités du Kosovo respectent leurs engagements envers la Cour.

La MINUK a joué un rôle important s'agissant d'aider le peuple du Kosovo à reprendre une vie normale et paisible et à promouvoir la stabilité régionale. Nous souhaitons au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tanin, et à son équipe plein succès dans la prochaine phase de leur mission et nous attendons avec intérêt les futures séances d'information du Conseil sur cette question.

Annexe VII

Déclaration de M. Michael Kapkiai Kiboino, Représentant permanent adjoint du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies

La délégation kényane remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, Zahir Tanin, de son exposé sur les activités de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

Le Kenya salue le rôle important que la MINUK continue de jouer afin de promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme au Kosovo. Nous nous félicitons de la poursuite de sa coopération constructive avec Pristina et Belgrade ainsi que de ses multiples approches pour faire participer les communautés, notamment au moyen de programmes de renforcement des capacités, de conférences, de tables rondes, d'ateliers et d'autres forums.

Nous nous félicitons en outre de l'appui qu'elle apporte à la participation des femmes et des jeunes aux processus de prise de décisions et au dialogue intercommunautaire. En effet, l'inclusion délibérée des femmes et des jeunes dans tous les aspects du dialogue est essentielle pour parvenir au développement durable, à la paix et à la sécurité.

Le Kenya salue les efforts de la MINUK, de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies visant à contenir et à combattre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) au Kosovo. Nous saluons particulièrement les efforts visant à promouvoir l'éducation publique, à donner aux femmes et aux jeunes les moyens de participer à des actions préventives, et à apporter une assistance aux communautés vulnérables dans tout le Kosovo. Nous demandons instamment à la communauté internationale de continuer à appuyer ces efforts, notamment en assurant la disponibilité des vaccins pour tous.

Le Kenya se félicite du bon déroulement des élections législatives au Kosovo en février, malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19. Nous prenons note du niveau élevé de participation des femmes et des jeunes aux élections, qui s'est traduit par une représentation accrue de femmes députées, qui a dépassé le seuil fixé à 30 %, ainsi que de l'élection par le Parlement de M^{me} Vjosa Osmani-Sadriu à la présidence du Kosovo.

Le Kenya appuie le dialogue entre Belgrade et Pristina, facilité par l'Union européenne. Comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (S/2021/332), la paix, la stabilité et le développement socioéconomique durables au Kosovo et dans la région sont subordonnés aux progrès durables du dialogue. Par conséquent, nous nous félicitons des déclarations publiées par les deux parties sur l'importance de faire avancer le dialogue et nous les exhortons à explorer toutes les voies pacifiques en vue de sa reprise.

Annexe VIII

Déclaration de la Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : espagnol]

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Tanin, de son exposé, ainsi que le Ministre des affaires étrangères de la Serbie, M. Selaković, et M^{me} Gervalla-Schwarz.

Le Mexique salue le rôle important que joue la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour stabiliser la région, faciliter les mesures de confiance, fournir une assistance aux communautés vulnérables et garantir leur accès aux soins de santé, ainsi que son action pour faire face à l'urgence sanitaire résultant de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et pour promouvoir la participation pleine et effective des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix.

Nous réaffirmons notre appui à la coopération entre l'ONU, la MINUK et d'autres organismes internationaux et régionaux sur le terrain, tels que la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et la Force internationale de sécurité au Kosovo, dans le cadre de la résolution 1244 (1999).

Le règlement pacifique des différends est un principe fondamental et une priorité historique de la tradition diplomatique mexicaine. Par conséquent, nous appelons les parties à faire du dialogue le moteur du règlement du statut final de la région du Kosovo, conformément aux dispositions de la résolution 1244 (1999). Nous exhortons les parties à participer de manière constructive au dialogue facilité par l'Union européenne, par l'intermédiaire du Représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina, M. Lajčák, car il constitue un espace fondamental pour discuter de questions d'intérêt mutuel. Le Mexique réaffirme que tout processus de paix doit prévoir la participation pleine et effective des femmes.

Nous suivons de près les rapports concernant le retour dans la sécurité des réfugiés et des déplacés. Une solution politique acceptable pour les parties permettra d'avancer dans les efforts promus par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour le retour des plus de 200 000 déplacés dans la région et dans la mise en œuvre d'initiatives et de programmes de réconciliation et de réintégration, tant dans la région du Kosovo que dans les Balkans.

La consolidation de l'état de droit et l'application du principe de responsabilité sont des aspects essentiels dans la prévention des violations des droits de l'homme, des conflits et de la violence ; dans le développement inclusif ; et dans les processus de réparation et de réconciliation. Ils sont les catalyseurs d'une paix durable et des conditions préalables au respect de la dignité humaine et à la défense des droits de l'homme. À cet égard, le Mexique appelle de ses vœux une pleine coopération avec tous les organes et institutions chargés des questions de justice transitionnelle, y compris les Chambres spécialisées du Kosovo, dans l'accomplissement de leurs travaux.

Nous appelons les autorités de la région du Kosovo à s'employer à atténuer l'impact de la pandémie sur la population et l'économie du Kosovo, et à redoubler d'efforts pour consolider l'état de droit, lutter contre la corruption et faire respecter les cadres et les principes en matière de droits humains. Le Mexique encourage les parties à s'abstenir de tout acte qui alimente les tensions et à rechercher, de manière constructive et sans conditions préalables, par des moyens pacifiques et par le

dialogue, une solution mutuellement acceptable, qui contribue au respect des droits des minorités et au maintien de la paix et de la sécurité dans la région.

Annexe IX**Déclaration de M. Niandou Aougi, Représentant permanent adjoint du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je remercie M. Zahir Tanin, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, pour la qualité son exposé.

Ma délégation a suivi avec intérêt la tenue, au Kosovo, le 14 février 2021, des élections législatives anticipées qui ont abouti à l'élection des nouvelles autorités dans ce pays. Pour consolider ces acquis, il est important que soient adoptées les mesures appropriées pour prévenir toute forme d'instabilité politique et faire face aux effets néfastes de la maladie à coronavirus (COVID-19), deux facteurs qui endiguent les efforts en matière de lutte contre la corruption et de garantie de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Qu'il me soit permis, ici, de saluer le rôle primordial des acteurs internationaux pour la livraison de 100 800 doses de vaccin contre la COVID-19, qui constituent le premier lot des 720 000 doses nécessaires pour vacciner 20 % de la population.

S'il faut se réjouir de la résolution de Belgrade et Pristina à dialoguer, leurs divergences quant aux principes et fondements de la négociation demeurent une préoccupation majeure. Ainsi, nous exhortons les deux parties à tout mettre en œuvre pour créer les conditions favorables à la normalisation de leurs relations.

Par ailleurs, conformément à la résolution 1325 (2000), il convient de se féliciter des mesures tendant à promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, notamment les initiatives visant la participation égale et complète des femmes au processus de paix et la possibilité de faire recours contre les décisions de la commission gouvernementale du Kosovo chargée de vérifier et de reconnaître le statut de personnes rescapées de violences sexuelles liées au conflit. En outre, dans le contexte du cinquième anniversaire de la résolution 2250 (2015) sur les jeunes, la paix et la sécurité, nous saluons les efforts consentis pour la participation des jeunes à la construction de sociétés pacifiques et inclusives.

Pour conclure, ma délégation appelle les parties à un engagement politique constructif et au renforcement des mesures de confiance en vue de favoriser la stabilité et la paix durable.

Annexe X**Déclaration de M^{me} Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier le Représentant spécial du Secrétaire général de son exposé. Nous nous félicitons de l'occasion qui nous est donnée de participer à cette discussion du Conseil de sécurité, car la Norvège a compté parmi les premiers pays à reconnaître, en mars 2008, la République du Kosovo comme un État indépendant. Aujourd'hui, c'est donc avec plaisir que nous félicitons les institutions, les organisations politiques et les électeurs du Kosovo d'avoir organisé et tenu des élections législatives en février.

Nous voudrions également saisir cette occasion pour féliciter le Premier Ministre Albin Kurti pour son élection et pour la nomination de son gouvernement nouvellement établi.

Nous notons que le rapport du Secrétaire général (S/2021/332) décrit la lenteur des progrès accomplis dans la lutte contre l'instabilité politique, notamment en matière de lutte contre la corruption et de garantie de l'indépendance du pouvoir judiciaire. C'est pourquoi nous exhortons les nouveaux dirigeants du Kosovo à tirer parti de la dynamique offerte par les élections de février et à poursuivre les efforts visant à consolider l'état de droit, à lutter contre la corruption et à faire respecter les droits humains.

Nous croyons également que cette dynamique doit être mise à profit pour s'engager pleinement dans d'importants processus politiques de haut niveau tels que le dialogue facilité par l'Union européenne avec la Serbie. Nous encourageons également les parties à reprendre le dialogue sur la base du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations par l'intermédiaire d'un compromis mutuellement acceptable. Un accord entre le Kosovo et la Serbie sur la normalisation complète des relations est essentiel pour éviter un conflit gelé et pour réaliser le développement économique. Ceci est primordial pour le développement futur du Kosovo et de la région.

La Norvège continuera de travailler en étroite collaboration avec les institutions de l'Union européenne, les principaux États Membres de l'ONU et les États-Unis pour remettre les négociations sur les rails. Le dialogue mené par l'Union européenne est la seule solution possible, et nous devons l'appuyer pleinement. Nous appelons toutes les parties à respecter leurs engagements afin de garantir le règlement du conflit et de s'y engager de manière constructive.

Le Kosovo continue de lutter contre la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19). Bien que nous constations avec satisfaction que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a adapté ses activités pour relever ces nouveaux défis, les répercussions socioéconomiques et politiques négatives de la COVID-19 au Kosovo sont considérables. Nous exprimons notre soutien et notre solidarité au Gouvernement kosovar en cette période exceptionnelle, avec la pandémie en cours et un secteur public confronté à de graves difficultés. Nous observons des tendances inquiétantes, à savoir un chômage croissant, une perte continue de revenus, des retards dans les domaines de la santé et de l'éducation et une augmentation de la violence domestique.

Il n'en reste pas moins que la démocratisation, la consolidation de l'état de droit, la liberté d'expression, la protection des droits de l'homme et la lutte contre la violence domestique et fondée sur le genre restent des questions fondamentales pour la transformation sociale. C'est pourquoi nous saluons les initiatives destinées à traiter ces questions, telles que celles mises en œuvre conjointement par la MINUK,

les entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes. Il s'agit notamment des activités que le Groupe de la sécurité et de la problématique femmes-hommes mène pour lutter contre la violence de genre, garantir les droits de propriété et atténuer les effets de la pandémie sur les femmes et les filles.

Nous savons que les femmes sont la clef de la paix. Nous appelons toutes les parties à garantir la participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les aspects de la consolidation de la paix. L'augmentation du nombre de femmes au Parlement et dans le nouveau Gouvernement est une source d'inspiration pour la suite des travaux et doit inciter au renforcement de la participation des femmes aux dialogues de paix. À cet égard, je tiens également à saisir cette occasion pour féliciter Vjosa Osmani de son élection à la présidence du Kosovo. La Norvège se réjouit à la perspective de collaborer étroitement avec la Présidente Osmani et les institutions du Kosovo qui ont été récemment consolidées.

Je voudrais conclure en réaffirmant l'appui de la Norvège au Kosovo et au dialogue mené par l'Union européenne avec la Serbie, ainsi qu'à la recherche de solutions durables sur la base de l'Accord de Bruxelles.

Annexe XI**Déclaration de M. Dmitry Polyanskiy, Premier Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Avant de commencer, je voudrais appeler de nouveau l'attention sur le manque de respect pour le Conseil de sécurité et ses décisions dont ont fait preuve les représentants albanais du Kosovo, qui ont été invités à participer à la présente réunion à titre personnel. Nous avons dû reporter la visioconférence publique pour discuter de cette situation, notamment parce que la Fédération de Russie et la majorité des autres membres du Conseil ne reconnaissent pas le Kosovo comme un État indépendant. C'est pourquoi il est inacceptable d'afficher le drapeau de cette entité non reconnue. En définitive, notre réunion a pu reprendre, étant donné que les visioconférences du Conseil de sécurité se tiennent dans un format informel et provisoire qui n'est pas entièrement régi par son règlement intérieur. Par conséquent, l'arrière-plan choisi par M^{me} Gervalla-Schwarz, qu'il s'agisse d'un drapeau ou d'une photo de la tour Eiffel, n'a aucune conséquence et ne crée aucun précédent pour l'avenir.

Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, Zahir Tanin, de son exposé sur la situation au Kosovo. Nous saluons la participation du Ministre serbe des affaires étrangères, M. Nikola Selaković, à la présente réunion. Nous souscrivons à ses évaluations et nous partageons les préoccupations qu'il a exprimées au sujet de la situation dans la province.

La position russe sur le règlement de la question du Kosovo est fondée sur des principes et reste inchangée. Le problème du Kosovo ne peut être résolu que dans le cadre du droit international, en particulier la résolution 1244 (1999).

Nous déplorons l'absence de progrès dans le dialogue entre Belgrade et Pristina mené sous les auspices de l'Union européenne, qui a été autorisée à faciliter ce dialogue par une décision de l'Assemblée générale (résolution 64/298). Cette absence de progrès s'explique principalement par la position peu constructive adoptée par Pristina. Bien que 12 années se soient écoulées depuis la signature du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, les Albanais du Kosovo n'ont pas encore compris qu'il était futile de lancer des ultimatums artificiels et de faire fi des obligations qu'ils ont contractées, au premier rang desquelles figure l'obligation de créer une communauté des municipalités à majorité serbe du Kosovo. En outre, les dirigeants albanais du Kosovo ont récemment commencé à évoquer la possibilité d'organiser un référendum sur l'intégration du Kosovo à l'Albanie et ont lancé des ultimatums à Belgrade pour qu'elle reconnaisse l'indépendance du Kosovo et lui verse des réparations. Quant au dialogue mené sous les auspices de Bruxelles, les Kosovars ne le considèrent pas comme une priorité, et l'ont relégué au second plan.

Nous demandons à l'Union européenne d'adhérer au principe d'impartialité. Il est inacceptable d'imposer de l'extérieur un calendrier ou des scénarios tout faits et d'exercer des pressions uniquement sur Belgrade, malgré sa capacité avérée à conclure des accords, contrairement à Pristina, qui ne peut pas engager un dialogue sérieux sans de fortes incitations extérieures. Dans ce contexte, nous nous opposons à l'admission du Kosovo dans les organisations internationales.

L'absence de progrès dans le dialogue entre Belgrade et Pristina ne nous surprend pas, car la situation politique interne du Kosovo est une série de crises sans fin. L'exemple le plus récent est la tenue de prétendues élections parlementaires et les nombreuses irrégularités qui les ont caractérisées. Sous des prétextes farfelus, les

autorités kosovares ont écarté de nombreux candidats pro-serbes, dont deux membres du Parlement en exercice. Dans le même temps, 14 membres du Parlement faisant l'objet de condamnations judiciaires en suspens ont trouvé le moyen de conserver leur siège. Il a fallu trois tentatives du Mouvement pour l'autodétermination et la participation active de diplomates des États concernés pour élire un président. En quoi cela peut-il être qualifié de « triomphe de la démocratie », pour reprendre les termes de certains de nos collègues ?

Parmi les évolutions positives, nous prenons note du travail des Chambres spécialisées de La Haye concernant les crimes militaires, le trafic d'organes et les crimes contre l'humanité commis par les membres de l'ancienne Armée de libération du Kosovo. Tous les coupables doivent rendre dûment des comptes, malgré toutes les tentatives des Albanais du Kosovo de discréditer les travaux des Chambres pour que leurs dirigeants ne soient pas inquiétés.

La province du Kosovo connaît de nombreux problèmes persistants, au premier rang desquels se trouvent la corruption et la criminalité organisée. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles les policiers albanais du Kosovo, impliqués dans le passage à tabac et la détention de membres du personnel en service de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) le 28 mai 2019, dont un ressortissant russe, M. Krasnoshchekov, n'ont pas encore eu à répondre de leurs actes. Cette terrible attaque ne doit pas être passée sous silence, car cela pourrait avoir un impact négatif sur la sûreté et la sécurité des soldats de la paix dans le monde entier. L'enquête doit être menée à son terme.

L'immaturité du système politique du Kosovo se traduit par l'absence de progrès dans la mise en œuvre des réformes urgentes dans la province. La pandémie de maladie à coronavirus a mis à mal son économie subventionnée. Le taux de chômage des jeunes est extrêmement élevé. De surcroît, le Kosovo est en train de devenir un foyer de l'islamisme militant, dont l'influence néfaste s'étend aux pays voisins. L'attentat terroriste commis à Vienne en novembre 2020 le montre clairement. Force est de constater que le radicalisme national entraîne une multiplication des attaques contre les Serbes du Kosovo et d'autres non-Albanais, ainsi que contre des écoles et d'autres établissements sociaux, alors que les institutions chargées de faire respecter la loi au Kosovo ferment les yeux sur ce phénomène.

La question de la préservation du patrimoine religieux et culturel serbe dans la province reste un problème pressant. Nous tenons à rappeler aux membres du Conseil que la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité sur ce territoire incombe à la Force internationale de sécurité au Kosovo et à la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo.

Le processus de retour des réfugiés et des déplacés dans leur lieu d'origine se trouve dans l'impasse, depuis longtemps. Les autorités de Pristina ne font aucun effort pour instaurer la confiance entre les communautés qui vivent dans la région. La situation en ce qui concerne la restitution à leurs propriétaires légitimes des biens serbes usurpés par les Albanais du Kosovo est très insatisfaisante.

Nous avons pris note des plans annoncés par le prétendu Ministère kosovar de la défense pour établir une base militaire de la Force de sécurité du Kosovo dans la municipalité de Mitrovica-Sud. Le positionnement de la Force de sécurité du Kosovo sur le territoire adjacent au nord de la province implique l'expulsion de toutes les populations non albanaises de cette zone, en violation de la résolution 1244 (1999), et fait peser de nouvelles menaces sur la paix et la sécurité dans les Balkans. En outre, ces agissements portent atteinte aux mécanismes de surveillance en faveur de la maîtrise des armements au niveau régional prévus par l'Accord de Dayton, tel qu'entériné par la résolution 1031 (1995).

Une autre source de préoccupation est la nouvelle selon laquelle des unités de la Force de sécurité du Kosovo et du camp de Bondsteel, une base militaire située au Kosovo, ont participé à l'exercice « Defender-Europe 2021 » de l'OTAN. La participation du personnel de la Force de sécurité du Kosovo aux manœuvres militaires de l'OTAN contribue à légitimer la soi-disant armée autoproclamée du Kosovo. Il convient de noter qu'en 2018, l'OTAN a condamné le Parlement du Kosovo pour avoir adopté des mesures législatives visant à transformer la Force de sécurité du Kosovo. Dans la pratique, cependant, l'Organisation est de plus en plus impliquée dans la formation de la milice du Kosovo.

Dans ces conditions défavorables, les activités de la MINUK restent très sollicitées. Nous sommes favorables au maintien des capacités budgétaires et des effectifs de la Mission à leur niveau actuel. Nous estimons également qu'il convient de maintenir la fréquence des séances publiques d'information du Conseil de sécurité sur le Kosovo au niveau convenu. En outre, nous espérons que le prochain rapport du Secrétaire général reflétera tous les défis que la province doit relever. La situation sur place est toujours instable et requiert l'attention constante de la communauté internationale.

Annexe XII

Déclaration de M^{me} Isis Gonsalves, Coordinatrice politique à la Mission permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies

Saint-Vincent-et-les Grenadines remercie le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Zahir Tanin, de son exposé détaillé et de l'action louable que son bureau continue de mener pour promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme au Kosovo et dans la région.

Nous pensons que la MINUK et l'Équipe des Nations Unies au Kosovo continuent de jouer un rôle essentiel au Kosovo en relevant les défis posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) grâce à l'adaptation de leurs activités relatives aux programmes. À cet égard, nous félicitons la Mission de mettre en œuvre de telles initiatives pour répondre aux besoins des Kosovars, en particulier ceux des communautés vulnérables.

Ma délégation réaffirme qu'il importe d'encourager la participation pleine, égale et effective des femmes à tous les stades du processus politique. Nous nous félicitons que les femmes et les jeunes aient participé en nombre aux récentes élections et que la proportion de femmes élues députées dépasse le quota établi de 30 %.

En outre, la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina est essentielle pour la stabilité de la région. C'est pourquoi nous encourageons les parties à reprendre les pourparlers dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne et à mettre en œuvre de manière constructive les accords existants. Nous soulignons la nécessité de renforcer l'état de droit, et nous soutenons les efforts qui sont faits au Kosovo pour lutter contre la corruption et la criminalité organisée et promouvoir le développement socioéconomique.

Pour terminer, nous réitérons notre soutien à M. Tanin et à son équipe dans leurs efforts pour promouvoir un environnement sûr et sécurisé au Kosovo. Nous encourageons les autorités récemment élues au Kosovo à tirer pleinement profit de cette occasion de relever les défis posés par la pandémie de COVID-19 et le développement socioéconomique et à s'engager pleinement dans le dialogue facilité par l'Union européenne.

Annexe XIII**Déclaration de la Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Zahir Tanin, de son précieux exposé sur l'évolution récente de la situation au Kosovo, et le Secrétaire général de son rapport sur la MINUK (S/2021/332).

Je salue également la participation de Nikola Selaković et Donika Gërvalla-Schwarz.

La Tunisie suit avec intérêt les différents efforts diplomatiques internationaux visant à faire progresser le dialogue Belgrade-Pristina et à parvenir à un accord final sur le Kosovo.

La MINUK joue un rôle essentiel, et ma délégation se félicite de la contribution active de la Mission au maintien de la stabilité et du respect des droits de l'homme au Kosovo, ainsi que de ses échanges constructifs avec Pristina, Belgrade et les acteurs régionaux et internationaux concernés.

Nous prenons note avec satisfaction des efforts déployés par la Mission pour instaurer la confiance entre les différentes communautés du Kosovo, tels que l'initiative visant à promouvoir l'étude en ligne des langues officielles, l'albanais et le serbe. Nous saluons également les efforts qu'elle déploie, en collaboration avec l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, pour aider les institutions à gérer la crise sanitaire résultant de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) en coordonnant les réponses des organismes de santé publique et en atténuant les répercussions socioéconomiques de la pandémie, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

D'importants progrès politiques ont été récemment réalisés au Kosovo. Nous notons avec satisfaction le règlement de la crise constitutionnelle après les élections anticipées de février 2021, auxquelles ont participé de nombreuses femmes et de nombreux jeunes, la formation d'un Gouvernement et l'élection récente d'une nouvelle Présidente. Nous espérons que ces faits nouveaux contribueront à normaliser les relations et à relancer le dialogue entre Belgrade et Pristina facilité par l'Union européenne, grâce au respect des engagements antérieurs, afin de pouvoir progresser vers un règlement politique global.

Mon pays appuie les efforts du Représentant spécial de l'Union européenne au Kosovo et se félicite de la série de réunions tenues dans la région en mars dernier pour préparer le prochain cycle du dialogue entre Belgrade et Pristina après la formation du Gouvernement.

Nous espérons que le prochain cycle du dialogue sera achevé dans un avenir proche et permettra de réaliser des progrès concrets sur un certain nombre de questions importantes, telles que la mise en œuvre des accords pertinents, la coopération économique, le retour des membres déplacés des groupes minoritaires et la détermination du sort des personnes toujours portées disparues.

La paix durable dans la région continue de dépendre de la volonté des parties concernées d'adopter un accord final, global et contraignant, qui réglerait toutes les questions en suspens. Par conséquent, nous appelons les deux parties à surmonter leurs divergences et à se concentrer sur les moyens de parvenir à des solutions consensuelles. La seule façon de parvenir à un règlement politique global et de

réaliser les aspirations des peuples de la région à la sécurité, à la stabilité et au développement socioéconomique passe par un dialogue constructif, des concessions de part et d'autre, l'instauration d'une confiance mutuelle et la réconciliation. Nous appelons également la communauté internationale et les organisations régionales, en particulier l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à poursuivre leurs efforts à cet égard.

Annexe XIV**Déclaration de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Représentant spécial Tanin de son exposé, et je salue la participation du Ministre des affaires étrangères Selaković et de la Ministre des affaires étrangères Gërvalla-Schwarz. Je les remercie de leurs déclarations.

Tout d'abord, nous voudrions féliciter les autorités et le peuple du Kosovo pour leur gestion des récentes élections législatives et pour la nomination d'une nouvelle Présidente, ces deux événements reflétant la forte volonté du peuple. Le bon déroulement des élections, la certification des résultats finaux et la formation d'un nouveau Gouvernement montrent le long chemin parcouru par le Kosovo ainsi que la force de ses institutions démocratiques. Nous notons en particulier que le Kosovo a élu sa seconde femme Présidente et que, désormais, six des 15 Ministres du Gouvernement et 43 des 120 membres de l'Assemblée sont des femmes, ce qui constitue un réel progrès dans la représentation des femmes et des hommes, un progrès qui, nous l'espérons, servira d'exemple aux autres pays de la région.

Nous prenons note des préoccupations exprimées dans le rapport (S/2021/332) concernant les difficultés rencontrées par les candidats qui se présentent contre les candidats du parti de la Liste serbe dans certaines régions. Ces préoccupations ont également été prises en compte dans les conclusions de la propre mission d'observation électorale du Royaume-Uni. Il est impératif que les Serbes du Kosovo aient la possibilité de voter pour une variété de candidats et de participer à des élections crédibles.

Au nom du Royaume-Uni, je me félicite de la formation du nouveau Gouvernement au Kosovo, et nous nous réjouissons à la perspective d'une période de stabilité bien nécessaire à un moment difficile où le Kosovo, comme d'autres nations, lutte contre la menace sanitaire et économique posée par la pandémie de coronavirus (COVID-19). À cet égard, il nous est très agréable de constater que les programmes de vaccination au Kosovo ont débuté, après l'arrivée des premières doses de vaccin par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19. Nous saluons l'action menée par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), qui contribue à la lutte contre la COVID-19, en répondant notamment aux besoins des communautés minoritaires avec des ressources linguistiques. Les travaux financés par le Royaume-Uni effectués avec les organismes des Nations Unies au Kosovo appuient davantage la réponse à la pandémie.

Nous nous félicitons également de l'engagement du Premier Ministre Kurti à relever les défis liés à l'état de droit au Kosovo et, comme toujours, nous sommes prêts à soutenir le Kosovo dans cette tâche importante.

Le mandat populaire du nouveau Gouvernement offre au Kosovo de nouvelles possibilités de progresser. Cela inclut l'engagement en faveur du dialogue avec la Serbie, facilité par l'Union européenne (UE) et dirigé par le Représentant spécial de l'UE, Miroslav Lajčák. Nous encourageons le Kosovo et la Serbie à continuer de travailler de manière constructive à la conclusion d'un accord de normalisation global et durable qui profitera aux populations des deux pays.

Dans le cadre de ce processus, il est essentiel que toutes les parties s'efforcent de traiter les vestiges du conflit. Les Chambres spécialisées du Kosovo ont un rôle important à jouer à cet égard, mais il importe également que les deux parties veillent à ce que justice soit rendue aux victimes de tous les crimes commis pendant le conflit

de 1998-1999. Il faut pour cela poursuivre les efforts en vue de traduire en justice les auteurs de ces actes ; soutenir les victimes, y compris les victimes de violences sexuelles liées aux conflits ; et œuvrer de concert en vue de régler les questions telles que les personnes disparues, qui continuent d'avoir un impact sur la vie quotidienne des familles au Kosovo et en Serbie.

Nous demandons une fois encore à toutes les personnes en position d'autorité de s'abstenir de toute déclaration incendiaire et désobligeante. Ces discours sont irrespectueux de la mémoire des victimes du conflit et de leurs familles, et ne contribuent pas à la réconciliation qui est fortement dans l'intérêt de tous les peuples de la région.

Le Kosovo a fait d'énormes progrès depuis 1999, date de l'adoption de la résolution 1244 (1999). La MINUK a joué un rôle important en aidant le Kosovo à devenir une démocratie stable et inclusive, mais les conditions sur le terrain, près de 22 ans après la création de la MINUK, sont complètement différentes. Il est donc temps de revoir le rôle et les responsabilités de la MINUK afin de s'assurer que son mandat reste pertinent et que la Mission fonctionne efficacement.

Enfin, nous saluons la nomination de Michael Davenport en tant que nouveau Chef de la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo et lui souhaitons bonne chance. Nous nous félicitons de la poursuite de la coordination étroite des efforts entre la MINUK et la Mission de l'OSCE au Kosovo, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme et des communautés minoritaires.

Annexe XV**Déclaration de M. Richard Mills, Représentant permanent adjoint des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Représentant spécial, M. Tanin, de son exposé. Les États-Unis apprécient le leadership du Représentant spécial et son appui dévoué à la République du Kosovo, en particulier dans le contexte des défis posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La matinée a été longue. Je vais donc essayer d'être bref.

Les États-Unis tiennent tout d'abord à féliciter le Kosovo d'avoir organisé en février des élections libres, équitables et transparentes, qui ont donné naissance à un nouveau gouvernement qui, comme l'a mentionné la Ministre des affaires étrangères, reflète la volonté de la population du Kosovo de procéder à des réformes pour renforcer la paix, la justice et la prospérité dans le pays.

Nous saluons les progrès constants du Kosovo dans la promotion des droits des femmes, notamment l'adoption par l'Assemblée du Kosovo d'un amendement constitutionnel qui donnerait un effet direct dans le droit national à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Il s'agit d'une étape importante qui souligne l'engagement du Kosovo à promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité de l'ONU et à veiller à la participation pleine et entière des femmes, sur un pied d'égalité, à tous les niveaux de prise de décision.

Les États-Unis attendent avec intérêt de travailler en étroite collaboration avec la Présidente Osmani-Sadriu, le Premier Ministre Kurti et le Gouvernement du Kosovo sur nos nombreuses priorités communes, notamment la mise en œuvre de réformes visant à accroître la transparence et la responsabilité du Gouvernement, la lutte contre la corruption, la promotion du développement économique et la normalisation des relations avec la Serbie.

Les États-Unis appuient sans réserve le dialogue facilité par l'Union européenne (UE). Le Gouvernement du Kosovo étant désormais formé, nous nous réjouissons que le Représentant spécial de l'UE envisage de réunir à nouveau les parties dans un avenir proche. Même si cela ne ressort pas forcément des exposés de ce matin, des progrès ont été accomplis par les parties et ont contribué à leur tour à améliorer la vie des citoyens, tant au Kosovo qu'en Serbie.

De même, les engagements pris par les dirigeants du Kosovo et de la Serbie à la Maison Blanche en septembre 2020 ont renforcé les bases de la coopération économique, du développement et de la normalisation. Nous pensons qu'il reste beaucoup à construire et qu'il n'y a pas de temps à perdre. Les États-Unis exhortent donc les deux parties à mettre en œuvre les accords passés et à aborder la reprise des pourparlers de manière pragmatique et productive, dans le but de conclure un accord de normalisation global.

Enfin, je tiens à dire que les États-Unis souhaitent réitérer leur ferme conviction que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a depuis longtemps rempli son objectif initial et devrait progressivement être clôturée. Nous demandons à nos collègues du Conseil de sécurité de procéder au retrait de la MINUK et de déterminer quel rôle plus pertinent l'ONU peut jouer pour aider le Kosovo à concrétiser tout son potentiel.

Pour conclure, je voudrais féliciter le Kosovo et Israël d'avoir établi des relations diplomatiques entre leurs deux pays. Les États-Unis espèrent que ces relations s'approfondiront, par le biais du développement économique et d'autres formes de partenariat, ce qui contribuera à la paix et à la stabilité dans les Balkans et au Moyen-Orient.

Annexe XVI

Déclaration de M. Dang Dinh Quy, Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Tout d'abord, je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Zahir Tanin, de son exposé. Je voudrais également saluer la participation de M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie, à la présente réunion et le remercier de sa déclaration. Je prends également note de la déclaration qui sera faite par M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz).

Malgré les progrès accomplis, le Viet Nam note avec préoccupation l'absence de mise en œuvre des accords entre Belgrade et Pristina sur des domaines clefs, comme le montrent le dernier rapport du Secrétaire général (S/2021/332) et l'exposé de M. Tanin. Nous regrettons le fait que, bien que des entretiens aient eu lieu entre des experts, aucune réunion de haut niveau n'a été organisée entre les autorités de Belgrade et celles de Pristina dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne.

Dans le même temps, nous sommes préoccupés par les rapports faisant état de l'augmentation du nombre de cas de maladie à coronavirus (COVID-19) au Kosovo et de ses graves incidences sur la situation socioéconomique du pays. Il est également regrettable que la réponse à la pandémie ait entraîné certaines frictions entre les deux parties.

Le Viet Nam appuie les efforts axés sur une solution durable et globale à la question, conformément aux principes fondamentaux du droit international, à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1244 (1999), afin de permettre à tous les peuples d'Europe de jouir d'une paix et d'un développement durables.

Nous soulignons donc qu'il importe que les deux parties s'engagent dans un dialogue et respectent leurs engagements à mettre en œuvre les accords afin d'assurer la sécurité et la stabilité au Kosovo. Nous exhortons les deux parties à poursuivre le dialogue, à régler leurs différends, à unir leurs efforts pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 et à garantir les moyens de subsistance et le développement de toutes les communautés du Kosovo.

À cet égard, nous saluons les initiatives prises par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), en coordination avec les organismes et programmes des Nations Unies au Kosovo, pour maintenir la continuité des opérations, protéger son personnel et aider les autorités et les communautés locales à répondre à la pandémie de COVID-19. Nous nous félicitons de l'approche adoptée par la MINUK pour appuyer les communautés locales par le biais de divers forums, conférences et projets visant à renforcer la confiance. Nous encourageons la MINUK à continuer d'œuvrer à la réalisation de ses objectifs et de ses mandats afin de promouvoir la sécurité et la stabilité au Kosovo.

Nous appelons la communauté internationale à poursuivre ses efforts pour aider Belgrade et Pristina à mettre leurs divergences de côté et à trouver des solutions pacifiques et durables pour le bien-être de toutes les communautés et pour instaurer la paix et la sécurité dans la région.

Annexe XVII**Déclaration de M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la Serbie**

Tout d'abord, je me dois de protester contre l'utilisation abusive du format de visioconférence dans lequel est organisée cette réunion par les représentants de Pristina, pour promouvoir les symboles du prétendu statut d'État du Kosovo. Bien que les représentants de Pristina aient été avertis à plusieurs reprises, notamment par le Président du Conseil de sécurité lors d'une réunion précédente, que de telles utilisations abusives des réunions du Conseil de sécurité sont absolument inacceptables et constituent, en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, une violation flagrante des règles du Conseil de sécurité sur la participation des représentants des institutions provisoires d'administration autonome à Pristina, nous constatons de nouveau leur mépris irresponsable des règles du Conseil. Je voudrais réitérer notre appel pour que les mesures qui s'imposent soient prises pour prévenir ces utilisations abusives.

J'ai le grand plaisir de m'adresser au Conseil de sécurité à la présente réunion consacrée aux activités menées par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) au Kosovo-Metohija. Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général, M. Guterres, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUK, M. Tanin, du rapport qui a été présenté (S/2021/332) et des efforts qu'ils déploient pour mettre en œuvre le mandat de la MINUK. Je remercie également les membres du Conseil de sécurité de l'attention soutenue qu'ils accordent à la question du Kosovo-Metohija. La République de Serbie attache une grande importance aux activités de la MINUK au Kosovo-Metohija et l'appuie dans l'accomplissement de ses travaux, le plus efficacement possible et de façon soutenue, afin d'instaurer et de préserver la sécurité dans la province.

Au cours de la période précédente, nous avons été confrontés à une instabilité politique au Kosovo-Metohija. Nous avons récemment organisé dans la province des élections, qui ont malheureusement confirmé que loin de diminuer, l'extrémisme politique chez les Albanais au Kosovo-Metohija se renforce. Nous avons vu des dirigeants albanais rivaliser d'imagination pour trouver le meilleur moyen de provoquer un incident au sein des communautés serbes dans le but de marquer des points politiques auprès de l'électorat albanais. Pendant la campagne électorale, un grand nombre de graffitis offensants et menaçants sont apparus dans les communautés serbes. Des responsables politiques albanais se sont rendus à l'improviste dans des villes et villages serbes en compagnie de personnes armées portant l'emblème de l'Armée de libération du Kosovo (ALK), une entité terroriste, et ont également installé des panneaux d'affichage de campagne électorale avec des emblèmes de l'ALK aux abords des localités à majorité serbe, ainsi que des panneaux à l'effigie de Ramush Haradinaj, l'un de ses anciens commandants. Les institutions provisoires à Pristina sont allées plus loin et ont exercé des pressions institutionnelles sur la population serbe au sein de la province. Dès le début du processus électoral, elles se sont efforcées d'affaiblir le soutien dont bénéficiait le parti de la Liste serbe au Kosovo-Metohija en recourant à une série de pratiques irrégulières, comme la suppression arbitraire d'électeurs de la liste électorale, le changement de bureaux de vote et la création de nouveaux bureaux de vote, sans tenir compte de la structure ethnique de la population, etc. Sous prétexte de modification de la liste électorale, un grand nombre de Serbes du Kosovo-Metohija ont été privés de l'un de leurs droits politiques fondamentaux, à savoir la possibilité d'élire leurs représentants politiques. Sur les quelque 140 000 citoyens du Kosovo-Metohija qui ont été supprimés de la liste électorale lors du dernier processus électoral, 85 % sont des Serbes.

Malgré de nombreux défis et problèmes, les Serbes du Kosovo-Metohija ont montré, par leur forte participation et la victoire convaincante de la Liste serbe, qui a remporté l'ensemble des 10 sièges réservés aux représentants serbes, que rien ne peut les empêcher de défendre résolument leur position. Les pressions politiques exercées sur les Serbes se sont poursuivies même après la fin du processus électoral, car ils ne bénéficient pas d'une représentation équitable au sein des institutions provisoires, le nouveau prétendu Gouvernement à Pristina ayant décidé de n'attribuer qu'un seul ministère à la communauté serbe.

Malheureusement, ce n'est pas seulement dans le cadre des activités électorales que nous avons été témoins de la politique anti-serbe inacceptable menée par les institutions provisoires à Pristina. En janvier de cette année, des inspecteurs et des agents de police de Pristina sont même entrés par effraction dans le centre de santé de Štrpce, dans le sud du Kosovo-Metohija, pour mener une perquisition. Ils recherchaient des vaccins contre la maladie à coronavirus (COVID-19), provenant de Serbie centrale, qu'ils n'ont pas trouvés. Ce faisant, ils ont eu recours à la force et ont menacé d'arrêter le directeur du centre de santé, le personnel médical et les médecins. Alors que le monde entier lutte contre la pandémie, et que les vaccins sont le seul moyen de mettre fin à ce problème, et alors que la Serbie montre son soutien et sa solidarité en faisant don de vaccins et de matériel médical à toutes les personnes qui en ont besoin dans la région, Pristina veut détruire des vaccins uniquement parce qu'ils proviennent de Serbie centrale. Alors que le monde entier exprime sa gratitude envers les médecins, qui ont consenti des sacrifices héroïques pour lutter contre le virus, les institutions provisoires à Pristina s'en prennent aux médecins serbes qui font leur travail.

Même si nous pensons que les intrusions dans les établissements de soins de santé sont inadmissibles, nous avons, cette fois encore, fait preuve de retenue. Nous ne voulions pas que nos décisions entraînent une escalade et une politisation d'activités qui visent uniquement à protéger la santé publique. Nous avons organisé la vaccination de citoyens du Kosovo-Metohija sur trois sites en Serbie centrale, et nous avons ainsi clairement démontré que la vie humaine est pour nous la priorité absolue. La Serbie reste prête à apporter son assistance à toutes les personnes qui ont besoin d'aide, et nous appelons à la sagesse et à l'esprit de responsabilité, surtout en ces temps difficiles.

Ce n'est pas la première fois que le système de santé serbe au Kosovo-Metohija et nos agents de santé sur place sont pris pour cible par Pristina et les extrémistes. Il y a des graffiti de symboles de l'ALK, une entité terroriste, sur les établissements de santé, et les centres de soins ambulatoires sont cambriolés et attaqués à coups de pierres. L'attaque la plus récente a eu lieu le week-end dernier dans le village de Gojbulja, où un centre de soins ambulatoires a été cambriolé. Les attaques visant les Serbes et leurs biens sont en augmentation. Rien qu'au cours de l'année dernière, plus de 80 attaques et incidents visant des Serbes, leurs biens et leurs lieux religieux ont eu lieu dans notre province du sud. Selon les informations fournies par la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au Kosovo-Metohija, au cours du second semestre de l'année dernière, le nombre d'incidents a augmenté de plus de 30 % par rapport à 2019. Par conséquent, nous ne pouvons pas souscrire à l'évaluation selon laquelle la « situation générale en matière de sécurité au Kosovo est restée stable, malgré quelques incidents signalés dans les communautés non majoritaires » (*S/2021/332, par. 15*). Le week-end dernier, par exemple, un groupe d'Albanais a commis un acte d'agression physique totalement injustifié contre deux jeunes hommes serbes dans la partie nord de Kosovska Mitrovica.

Les rapatriés serbes sont particulièrement vulnérables, car ils vivent chaque jour dans la crainte d'être attaqués. Le fait qu'une famille de rapatriés a été la cible

de sept attaques indique clairement que celles et ceux qui ne veulent pas de Serbes au Kosovo-Metohija persistent dans leurs tentatives d'intimidation et d'expulsion du nombre déjà restreint de rapatriés. Pristina ne montre absolument aucun signe de volonté politique pour faire en sorte que plus de 200 000 Serbes déplacés qui vivent en dehors du Kosovo-Metohija depuis 22 ans rentrent chez eux. Pour être très précis, 212 995 personnes sont toujours logées temporairement en Serbie centrale ou dans des municipalités à majorité serbe dans le nord de la province. Je rappelle aux membres du Conseil que la province du sud de la Serbie est toujours la région où le taux de retour des déplacés est le plus faible au monde. Depuis 1999, le taux de retour durable des personnes déplacées au Kosovo-Metohija n'a été que de 1,9 %, ce qui, selon les données de l'ONU, est officiellement le plus faible pourcentage de retour au monde d'une population expulsée à la suite d'un conflit.

L'une des méthodes utilisées pour décourager les rapatriés consiste à détruire de manière continue et systématique les conditions économiques d'un retour durable. Les pressions exercées sur les entreprises des communautés à majorité serbe du Kosovo-Metohija, au sud de la rivière Ibar, se sont poursuivies par l'intermédiaire de la soi-disant Agence de privatisation du Kosovo. Le recours abusif à des méthodes infondées sur le plan juridique détruit l'économie, et les biens liquidés sont vendus à des hommes d'affaires albanais, ce qui se traduit par une perte d'emplois et de revenus pour la population serbe de ces municipalités. Les déplacés et les rapatriés ont toujours été la cible de procès politiques truqués et d'arrestations injustifiées. Les exemples de ce type abondent durant la période précédente, et l'utilisation abusive des actes d'accusation pour crimes de guerre est particulièrement problématique. Souvent, les rapatriés serbes sont mis en accusation s'ils retournent dans des maisons rénovées ou s'ils refusent de vendre leurs biens sous la pression.

Outre l'arrestation de déplacés, les autorités de Pristina exercent une pression maximale sur les Chambres spécialisées du Kosovo à La Haye, afin d'entraver la poursuite d'un certain nombre d'affaires contre des membres du groupe terroriste ALK, accusés de crimes graves commis à la fois contre des Serbes et des personnes d'autres nationalités pendant le conflit au Kosovo-Metohija. La juge Trendafilova, Présidente des Chambres spécialisées, a récemment prévenu que si la pression devait se poursuivre, cela aurait des conséquences importantes sur les procès en cours. Elle a qualifié le phénomène de l'intimidation des témoins de très problématique, car les victimes sont essentielles pour garantir le succès des procédures et le prononcé d'un verdict correct.

Bien que les mises en accusation se soient fait attendre beaucoup trop longtemps, il est louable que des efforts aient enfin été entrepris pour punir les auteurs des nombreux crimes graves commis à la fois pendant les conflits armés, il y a un peu plus de 20 ans, et à l'arrivée des forces internationales au Kosovo-Metohija. Par exemple, à ce jour, personne n'a eu à répondre des meurtres et des enlèvements de 17 journalistes pendant le conflit au Kosovo-Metohija, ce qui représente actuellement le plus grand nombre de cas non résolus de meurtres et d'enlèvements de journalistes en Europe.

De surcroît, aucun des auteurs des crimes de masse commis contre les civils serbes après 1999 n'a été traduit en justice. Parmi les victimes figurent 14 agriculteurs serbes tués dans le village de Staro Gracko ; 12 Serbes déplacés tués et 43 blessés dans l'attaque du bus Niš-Ekspres à Livadicë, près de Podujevo ; et, à Goraždevac, près de Peć, des inconnus armés d'armes automatiques ont ouvert le feu sur des enfants qui se baignaient dans la rivière Bistrica, tuant deux enfants serbes et en blessant grièvement quatre autres.

Nous espérons donc que les acteurs internationaux concernés continueront à soutenir les Chambres spécialisées de La Haye et qu'une attention particulière sera accordée à la protection des témoins.

Nous attendons de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) qu'elle continue de soutenir les Chambres spécialisées du Kosovo et le Bureau du Procureur spécialisé, et qu'elle poursuive ses activités dans le domaine de l'état de droit. Une attention particulière doit être accordée à la protection des témoins et aux enquêtes sur les personnes portées disparues. Les nombreuses tâches confiées à cette mission, y compris celles liées à la mise en œuvre de ce qui a été convenu dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina, indiquent clairement que le fonctionnement d'EULEX dans le cadre existant ne doit pas être remis en question. Nous attendons également de l'Union européenne qu'elle décide de proroger son mandat au cours de la période à venir.

Les missions internationales au Kosovo-Metohija, à savoir la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR), EULEX et la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au Kosovo, font partie intégrante de la présence internationale civile et de sécurité dans notre province du sud, sous l'administration de l'ONU et conformément à la résolution 1244 (1999). Ces missions jouent un rôle clef et apportent une contribution majeure au maintien de la paix et à la protection de la population. Nous appuyons et respectons leur collaboration et les efforts qu'elles déploient dans le cadre de leur mandat dans le but commun de créer les conditions d'une coexistence pacifique et dans la sécurité des habitants du Kosovo-Metohija. La population serbe et les autres populations non albanaises du Kosovo-Metohija ont une confiance absolue dans la présence internationale et la considèrent comme un garant de la sécurité et un rempart contre les décisions arbitraires prises par les institutions provisoires de Pristina. Cela démontre une fois de plus la nécessité pour les missions internationales de rester mobilisées à leur niveau actuel afin d'assurer la mise en œuvre cohérente de la résolution 1244 (1999).

En outre, je voudrais souligner l'importance de la KFOR et faire observer que toute tentative unilatérale d'attribuer à une autre partie, ou de lui faire assumer, une partie du mandat et des responsabilités de la KFOR constitue une violation de la résolution 1244 (1999) et est une source potentielle d'instabilité et de tensions. Je rappelle au Conseil que Pristina, en violation du droit international et au mépris total des intérêts et des positions de la communauté serbe de la province, a refusé d'abandonner son projet d'installer une nouvelle entité de sécurité sur le territoire du Kosovo-Metohija. Nous jugeons inacceptables les décisions unilatérales concernant la formation du Ministère de la défense et le processus engagé de transformation de la soi-disant Force de sécurité du Kosovo en « armée du Kosovo ». Je tiens à réaffirmer que ces mesures unilatérales prises par Pristina constituent une violation flagrante de la résolution 1244 (1999) et de l'Accord militaire technique, selon lesquels seules les forces de sécurité internationales, à savoir la KFOR, ont pour mandat de gérer tous les aspects militaires de la sécurité sur le territoire du Kosovo-Metohija.

Dans ce contexte, l'annonce de la construction de la plus grande base de la Force de sécurité du Kosovo dans la partie sud de Kosovska Mitrovica, que les Serbes du nord du Kosovo-Metohija perçoivent comme une provocation ouverte et une menace pour leur sécurité physique, constitue un motif supplémentaire de préoccupation.

Nous sommes également très préoccupés par la participation annoncée des membres de la soi-disant Force de sécurité du Kosovo à l'exercice militaire multinational organisé par les forces armées des États-Unis, intitulé « Immediate Response 21 », qui se déroulera du 17 mai au 2 juin. Il est également inquiétant qu'une partie de l'exercice militaire soit prévue sur le territoire du Kosovo-Metohija,

ce qui dépasse le cadre de la mission de la KFOR. Ce serait la première fois que des forces militaires autres que la KFOR seraient déployées sur le territoire du Kosovo-Metohija. J'attire l'attention sur le fait que les mesures unilatérales prises par Pristina dans le cadre du processus de militarisation de la soi-disant Force de sécurité du Kosovo représentent une menace pour la stabilité et le maintien de la paix dans toute la région.

Il est particulièrement inquiétant pour la population serbe du Kosovo-Metohija que de fréquentes attaques aient été commises contre les biens de l'Église orthodoxe serbe au cours de la dernière période considérée, notamment en mars. En deux semaines seulement, pas moins de sept sites orthodoxes de la province ont été vandalisés. Nous nous souvenons tous du pogrom perpétré en mars 2004 contre les Serbes et les lieux saints serbes au Kosovo-Metohija. Le patrimoine culturel et spirituel serbe au Kosovo-Metohija se trouve dans un état désastreux, notamment en ce qui concerne les quatre monuments inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO : le monastère de Visoki Dečani, l'église de la Sainte Vierge de Ljevisa, le monastère de Gračanica et le monastère du Patriarcat de Peć. De nombreux obstacles administratifs et techniques sont imposés aux communautés sacerdotales et monastiques, ce qui rend plus difficile, voire impossible, leur survie dans les propriétés de l'église.

Un exemple frappant du manque de respect envers les monuments culturels et religieux serbes dans la province est le cas du monastère de Visoki Dečani, dont l'importance universelle exceptionnelle est attestée par son inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Nous voudrions rappeler une nouvelle fois au Conseil que le monastère de Visoki Dečani est le site du patrimoine culturel le plus fréquemment attaqué au Kosovo-Metohija et qu'il a été le premier monument du Kosovo-Metohija à être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial. Le monastère a été attaqué pas moins de quatre fois, dont deux attaques au mortier en 2000, huit tirs d'obus de mortier pendant le pogrom de mars 2004 et une autre attaque au mortier en 2007, qui a finalement abouti à une décision du tribunal. En outre, des graffitis faisant l'apologie de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) sont apparus sur les murs du monastère en 2014, et quatre Albanais armés ont été arrêtés devant le monastère en 2016, dont deux avaient été inscrits sur la liste noire des sympathisants de l'EIIL. Ce monastère serbe est sous la protection physique des soldats de la KFOR car il est en danger.

Je voudrais rappeler également au Conseil le problème que pose le projet de construction d'une route principale entre Dečani et Plav dans la zone sous protection spéciale autour du monastère, ce qui porte gravement atteinte à son intégrité et à son authenticité. Ce n'est que grâce aux pressions de la communauté internationale que cette question a pu être réglée. En outre, le monastère n'est toujours pas en mesure d'enregistrer plus de 24 hectares de terres en sa possession, alors qu'une décision finale et exécutive a été rendue à cet égard, ce qui constitue une violation flagrante des normes internationales. C'est pourquoi l'organisation Europa Nostra a inscrit la semaine dernière, à juste titre, le monastère de Visoki Dečani sur la liste des sept monuments culturels et historiques les plus menacés d'Europe.

Au lieu de s'attaquer au problème de la mise en péril du patrimoine serbe au Kosovo-Metohija, qui est une composante précieuse du patrimoine chrétien européen, Pristina a réagi en niant le problème et en affirmant que le Kosovo autoproclamé est une oasis de tolérance religieuse et de multiculturalisme. L'approche de Pristina à cet égard ne fait que mettre davantage en danger le patrimoine culturel serbe. La situation a atteint le summum de l'absurdité lorsqu'une organisation non gouvernementale se présentant comme le Conseil pour la défense des droits de l'homme et des libertés, qui se trouve être proche des structures politiques de Pristina, a demandé le week-end

dernier qu'une enquête soit ouverte contre l'abbé du monastère, Sava Janjić, pour crimes de guerre.

La raison de la nervosité de Pristina n'est que trop évidente. En effet, son projet de prétendue indépendance n'est toujours pas reconnu par plus de la moitié des États Membres de l'ONU, dont cinq membres de l'Union européenne. Il est grand temps que les dirigeants albanais du Kosovo-Metohija assument leurs responsabilités en honorant leurs engagements et en faisant preuve d'une volonté sincère de parvenir à une solution de compromis et d'instaurer une confiance mutuelle. Le manque de confiance est l'un des problèmes fondamentaux dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina. Il est impossible de parvenir à un accord alors que persistent des discours incendiaires et des actes de provocation, tels que les annonces d'unification, de création d'une grande Albanie ou de projets de construction de la plus grande base de la prétendue Force de sécurité du Kosovo dans le nord de la province.

Je rappelle au Conseil que l'actuel Premier Ministre des institutions provisoires d'administration autonome de Pristina, Albin Kurti, menacé à plusieurs reprises d'unir le Kosovo autoproclamé et l'Albanie. Fidan Ademi, un membre du Mouvement pour l'autodétermination, dirigé par Kurti, a déclaré publiquement le week-end dernier que le Kosovo autoproclamé et l'Albanie seraient unis « à l'aide de fusils et de la poudre ou par un référendum ».

Je n'ai pas besoin d'expliquer pourquoi des idées aussi dangereuses constituent une menace directe pour la paix et la stabilité. Elles constituent une violation de la résolution 1244 (1999) et déstabilisent continuellement non seulement notre province du sud, mais aussi toute la région. Elles entravent le dialogue et n'y contribuent nullement.

Nous avons démontré à maintes reprises notre engagement en faveur du dialogue, seul moyen de parvenir à une solution politique et pacifique au problème du Kosovo-Metohija. Aujourd'hui encore, après de nombreuses années de négociations, malgré le non-respect de ce qui a été convenu et les actes unilatéraux et de provocation constants de la part des institutions provisoires d'administration autonome de Pristina, nous sommes toujours prêts à nous asseoir autour d'une table pour discuter.

Nous sommes prêts à dialoguer, mais nous ne céderons pas devant le chantage ou des menaces, et surtout pas devant les ultimatums lancés récemment par Albin Kurti. Je rappelle au Conseil qu'il a déclaré récemment que le dialogue figurera en bas de la liste des priorités des autorités de Pristina, alors qu'il a récemment évoqué les quatre principes sur lesquels, selon lui, devrait se baser le dialogue. Il est déconcertant de voir comment Pristina qualifie de principes des ultimatums qui sapent complètement toute possibilité de dialogue, comme l'a également souligné l'Union européenne, et comment elle insiste avec persistance pour que Belgrade reconnaisse l'indépendance unilatéralement déclarée du Kosovo, après quoi, selon elle, tout serait résolu. Quel est donc le but du dialogue, si le seul objectif est que Belgrade reconnaisse le prétendu Kosovo ? Le dialogue implique-t-il forcément que l'une des parties renonce à tout pour laisser l'autre gagner ? Et le dialogue implique-t-il, selon Pristina, que ce qui a été convenu ne doit pas être respecté ?

Je rappelle au Conseil que Pristina refuse toujours de donner suite à ses obligations découlant des accords conclus à ce jour et n'accepte pas de discuter de leur mise en œuvre dans le cadre du dialogue. La situation est très simple : en avril 2013, le premier accord, signé à Bruxelles, prévoyait quatre obligations : une pour Pristina et trois pour Belgrade. Belgrade a honoré toutes ses obligations, mais la seule obligation des institutions provisoires d'administration autonome de Pristina, à savoir créer la communauté des municipalités à majorité serbe, n'a pas été honorée depuis maintenant 2 917 jours. En effet, le 19 avril marque le huitième anniversaire

de la conclusion de l'accord à Bruxelles et du non-respect par Pristina de l'obligation de créer une communauté des municipalités à majorité serbe.

Il existe également des problèmes dans la mise en œuvre de ces accords que Pristina ne conteste pas en théorie. Pristina viole ou entrave considérablement la quasi-totalité de ces accords, et les problèmes les plus notables concernent l'énergie, le système judiciaire, la liberté de circulation et les visites de fonctionnaires. Ainsi, en ce qui concerne le secteur de l'énergie, les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina ont enregistré leur gestionnaire de réseau de transport d'électricité, KOSTT, concrétisant ainsi tous leurs intérêts en vertu de l'accord sur l'énergie conclu dans le cadre du dialogue. Cependant, elles n'ont pas honoré leurs obligations au titre de ces accords et, à ce jour, elles s'opposent à la création de sociétés énergétiques serbes qui, selon les accords, devraient mener ces activités dans le nord du Kosovo-Metohija, et à ce que des licences soient octroyées à ces sociétés.

L'arbitraire dont fait preuve Pristina dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord sur la liberté de circulation est particulièrement absurde et ne fait aucune exception, pas même pour les fonctionnaires ou d'autres personnes du centre de la Serbie, qu'il s'agisse de pèlerins, de personnes déplacées, de sportifs ou de journalistes. Nous rappelons que les institutions provisoires de Pristina ont récemment empêché une équipe de journalistes de la Radio-télévision de Serbie d'entrer au Kosovo-Metohija, ce qui a suscité une réaction du Représentant spécial, M. Tanin, qui a souligné l'importance de la liberté des médias, du droit à l'information et de la liberté de circulation. Cependant, Pristina continue de violer les accords, sans se préoccuper du fait que de tels actes constituent des violations graves des normes internationales en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Malgré les messages décourageants en provenance de Pristina et le fait que le dialogue dure depuis de nombreuses années, la Serbie est déterminée et ne renoncera pas à trouver une solution de compromis qui sera viable pour les générations futures également. Une paix et une stabilité durables ne pourront être réalisées que si aucun des participants au dialogue ne formule d'exigences jusqu'au-boutistes et n'insiste pour humilier totalement l'autre. Les peuples serbe et albanais, qui sont les deux plus nombreux dans les Balkans occidentaux, doivent trouver un moyen de parvenir à la réconciliation et créer une base de coopération tant sur le plan économique que sur les perspectives communes d'adhésion à l'Union européenne.

Belgrade a pris des mesures sincères à cet effet en étant un des acteurs qui ont proposé d'assouplir la circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services, une initiative communément appelée « mini-Schengen ». Cependant, bien que cette idée soit soutenue par l'Albanie et la Macédoine du Nord, Pristina n'a pour le moment manifesté aucune intention de dégeler l'atmosphère politique par le biais d'initiatives économiques régionales. Bien au contraire : Pristina viole l'Accord de libre-échange d'Europe centrale dès que l'occasion s'en présente.

Je constate avec préoccupation que des forces politiques sont au pouvoir à Pristina dont les activistes ont récemment attaqué physiquement et renversé des camions contenant des marchandises en provenance du centre de la Serbie. C'est pourquoi j'ai une raison très sérieuse de douter des interprétations selon lesquelles l'autodétermination est une force qui revitalisera démocratiquement la société du Kosovo-Metohija et contribuera à la réconciliation et à la coopération postconflituelles.

En ce qui la concerne, la Serbie est convaincue que le seul moyen de réaliser une paix et une stabilité durables dans notre région est de renforcer la confiance et de promouvoir avec insistance des programmes politiques positifs. Les habitants du Kosovo-Metohija, quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient serbes ou albanais, ne méritent rien de moins.

Annexe XVIII

Déclaration de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz

La période couverte par le présent rapport sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2021/332) a pris fin à peine une semaine avant l'élection du nouveau Gouvernement de la République du Kosovo par un nouveau parlement, à la suite d'une élection historique. Pour la première fois de l'histoire dans un pays des Balkans, la majorité de la population a voté pour se débarrasser de la corruption et de la criminalité.

La République du Kosovo est entrée dans une ère nouvelle. Nous sommes en train de réaliser la volonté de notre peuple et d'exaucer ses souhaits, à savoir faire de notre jeune pays un membre pleinement reconnu et respecté de la famille des nations où l'état de droit, la démocratie et des chances équitables pour tous sont les lois fondamentales du pays.

En tant que Ministre des affaires étrangères et Vice-Première Ministre de la République du Kosovo, je prends donc la liberté de m'adresser au Conseil en toute franchise.

Nous entrerons dans le détail du rapport par la suite, mais il est important de comprendre les qualités du nouveau Gouvernement et son approche.

Il va sans dire que le Kosovo, comme tous les pays, continue de lutter contre la pandémie. Mais dans le même temps, nous sommes en train de mettre au point des mesures pour concrétiser l'entrée dans cette ère nouvelle, en abordant un grand nombre de questions d'une manière qui nous permettra de tourner la page d'une ère de corruption et de nous transformer en un véritable État basé sur l'état de droit.

Les questions pressantes vont de la réforme judiciaire aux investissements et à l'emploi, aux investissements étrangers et à l'état de droit au lieu de la corruption, dans un pays jeune, dynamique et tourné vers l'Europe. Nous nous sommes battus pendant de longues années pour obtenir ces changements, au sein de nos partis, d'organisations non gouvernementales ou en tant que citoyens. La population nous a confié la responsabilité de ces changements historiques, et nous sommes déterminés à répondre à ses attentes.

Le Kosovo reste engagé dans la voie de l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN, comme l'indiquent clairement les drapeaux qui sont derrière moi. Beaucoup s'en réjouissent, et certains le redoutent: nous cherchons aussi à devenir Membre de l'ONU à l'avenir.

C'est de bonne foi que nous tendons la main à tout le monde, car nous sommes tous liés par un destin commun sur notre planète petite et fragile.

Notre patrimoine culturel remonte à plus de 3 000 ans, et nous représentons, avec les Grecs, une des deux plus anciennes cultures d'Europe. Notre pays minuscule mais très spécial n'a pas peur. Au contraire, nous avons hâte d'entamer des pourparlers approfondis et sérieux même avec ceux qui sont responsables de la plupart des conflits, et même du génocide en Bosnie et au Kosovo, au cours des dernières décennies.

Dans ce nouveau gouvernement de la République du Kosovo, vous trouverez des gens courageux, ouverts d'esprit, ayant une expérience internationale et qui n'ont pas peur d'aborder des questions douloureuses pour tenter de trouver une solution. Nous sommes ouverts, nous sommes fiers et nous ne craignons rien ni personne.

Nous sommes favorables à la réconciliation, même si une grande partie de notre population a eu des interactions terrifiantes avec la Serbie. Le Premier Ministre de la République du Kosovo a été jugé quand il était étudiant, dans une mascarade

de procès aux motivations politiques, par le régime autoritaire serbe et a subi des mauvais traitements terribles en prison pendant plus de deux ans.

La Vice-Présidente nouvellement élue du Parlement du Kosovo, lorsqu'elle n'avait que 13 ans, a survécu à un massacre commis par les forces serbes contre des civils lors duquel sa mère, sa grand-mère, deux de ses jeunes frères et d'autres membres de sa famille ont été assassinés. Cette fille innocente a été retrouvée avec 16 blessures par balle et a failli mourir.

Une des nouveaux membres du Parlement, qui a reçu le plus grand nombre de votes des électeurs, a été violée par des soldats serbes alors qu'elle n'avait que 16 ans. Elle a eu le courage de surmonter une épreuve douloureuse en parlant publiquement de ces crimes. Elle donne une voix aux 20 000 victimes de viol, et elle est très admirée pour s'être chargée de ce fardeau. Aucun des violeurs serbes dans tous ces cas n'a été mis face à ses responsabilités à ce jour.

Le présent rapport de la MINUK aborde, très en détail, un sujet qui fait partie des cinq priorités principales de notre pays. Chacun de nous ici a une mère – mon collègue américain, mon homologue serbe, ma collègue norvégienne, mon homologue russe, tout le monde. Je suis moi-même une mère, et j'en suis fière.

Rien, rien sur cette terre, n'est plus douloureux, plus terrible et en réalité plus insupportable que de perdre un enfant. Je vous invite à lire et à écouter le groupe de mères connues sous le nom de « Mères de Gjakova ». Ces femmes courageuses, qui ont perdu leurs enfants innocents durant une campagne meurtrière et sans merci menée par le régime serbe, sont accablées de peine et de douleur. Mais elles se tiennent debout ; depuis de très nombreuses années, elles n'abandonnent pas.

Encore et encore, elles demandent à savoir et ne demandent rien d'autre que de savoir où sont leurs enfants. Elles sont conscientes de devoir s'attendre au pire.

Mais dire à ces mères où leurs enfants ont été enterrés après avoir été assassinés est une question qui ne devrait même pas se poser. Il faut donc se demander pourquoi la Serbie semble incapable de faire preuve d'un tant soit peu d'empathie pour les mères qui cherchent les restes de leurs enfants.

Il importe de noter que nous ne parlons pas ici d'événements qui se sont produits au XIX^e siècle. Nous ne parlons pas des crimes de guerre odieux, ignobles, sans nom commis pendant la Première ou la Seconde Guerre mondiale dans les Balkans, en Europe et dans bien d'autres endroits sur notre planète. C'est de mémoire vivante dont nous parlons ici. La plupart des victimes qui ont survécu sont encore en vie.

La plupart des auteurs de ces crimes indicibles, qui ont fait plus de 15 000 morts en quelques mois dans notre petit pays, sont toujours en vie. Ils coulent des jours heureux en Serbie et ailleurs et sont même souvent célébrés pour les atrocités qu'ils ont commises.

Pour mettre les choses en perspective, imaginez quels seraient les chiffres s'ils s'appliquaient à vos propres pays. Ce nombre de victimes équivaldrait à plus de 1,2 million de Russes tués en Russie en une seule année. Cela voudrait dire 2,6 millions d'Américains tués aux États-Unis en douze mois. Cela reviendrait à plus de 11,6 millions de Chinois assassinés en Chine en tout juste un an.

Le monde regarde et constate que seuls quelques-uns de ces criminels de guerre sont véritablement poursuivis, très souvent dans des simulacres de procès, puis tout simplement innocentés. Voilà ce que fait la Serbie, sans même admettre que les plus grands crimes contre l'humanité commis sur le sol européen après l'Allemagne nazie l'ont été au nom de la Grande Serbie, il y a tout juste quelques décennies.

Les dirigeants serbes continuent de chanter les louanges des criminels de guerre et refusent de coopérer pleinement avec les organismes internationaux des Nations Unies. Des criminels de guerre présumés siègent même encore au Parlement. Toutes ces violations flagrantes des normes les plus fondamentales de l'ONU et a fortiori de l'humanité ne sont pas des choses à propos desquelles on peut simplement dire : « oubliez tout ça ». Il s'agit des valeurs fondamentales de l'humanité, et il s'agit de notre pays, qui ne sera jamais, jamais, sous le commandement et le contrôle de ceux qui ont commis ces atrocités et qui ne l'admettent même pas.

La Serbie doit reconnaître et accepter qu'elle doit payer le prix de ses atrocités meurtrières. Elle doit affronter son passé, s'affranchir de ses racines génocidaires et essayer de devenir un pays européen véritablement civilisé.

La Serbie s'est enfermée dans le passé, un passé sombre. C'est ce mode de pensée médiéval, obscurantiste et passéiste, prévalant au sein de trop nombreuses élites serbes, qui a conduit la Serbie au racisme et à terme au fascisme et au génocide dans les années 1990.

Il y a exactement 80 ans aujourd'hui, l'Allemagne nazie commençait le bombardement de Belgrade et perpétrait un génocide contre les Serbes, les juifs et d'autres, y compris les Albanais, qui s'étaient élevés contre le fascisme.

Qu'il me soit permis de poser cette question en toute franchise : qu'est-ce qui pousse des victimes de génocide et de fascisme à commettre elles-mêmes un génocide, à en venir à embrasser le fascisme, sans même faire face à leurs responsabilités après coup ?

Nous sommes convaincus que si la Serbie reconnaît les faits, se penche sur sa dangereuse histoire d'agression et de déstabilisation de la région et cesse de s'ingérer agressivement dans les affaires de ses voisins, de la Bosnie au Monténégro en passant par le Kosovo, elle pourra normaliser son comportement et devenir ainsi un pays normal que ses voisins n'auront pas à considérer comme une bombe à retardement. Une fois que la Serbie y sera parvenue, elle passera du statut de plus grande menace pour la paix et la stabilité dans la région à celui de partenaire, compliqué peut-être, mais qui ne représente plus un danger.

En tant que pays voisin, nous avons tout intérêt à normaliser nos relations avec la Serbie. Nous avons intérêt à ce que la Serbie soit tournée vers l'Europe et non pas vers le passé. Nous avons intérêt à un dialogue ouvert sur notre passé commun et, espérons-le, notre avenir commun.

Nous sommes un pays minuscule mais très spécial. Nous sommes petits, mais nous gardons la tête haute. Nous avons beaucoup d'amis fiables et, pour notre part, nous le sommes aussi.

Mon père, un dissident, un intellectuel, un écrivain, un musicien et un journaliste, a été assassiné par le régime de Belgrade, sur une terre étrangère, en Allemagne, où nous avons fui la brutalité de ce régime. Je dis à mes enfants qu'il ne s'agit pas des Serbes en général et qu'il faut faire la distinction. C'est une distinction que la Serbie doit elle aussi opérer.

Le monde entier le sait, la plupart de ses adversaires le savent aussi, l'indépendance de la République du Kosovo est une affaire réglée. Plus tôt la Serbie acceptera cette réalité, plus vite elle pourra émerger de son sombre passé pour entrer dans un avenir radieux.

La Serbie est un pays voisin toujours dangereux, et pas seulement pour le Kosovo. Nous voulons qu'elle s'apaise, qu'elle s'ouvre, qu'elle commence à se faire des amis dans la région. Elle doit identifier les criminels de guerre et les traduire

en justice, coopérer avec l'ONU et avec nous pour trouver les fosses communes des personnes qui sont toujours portées disparues, combattre le fascisme dans le pays, cesser ses petits jeux et venir à la table des négociations pour discuter sérieusement. Nous pourrions alors trouver une solution historique non seulement à nos problèmes bilatéraux, mais aussi en termes de réconciliation dans les Balkans en général.

Pour notre part, nous restons ouverts, malgré tout le mal que la Serbie a fait à notre peuple, à lui tendre la main, à lui parler, à nous reconnaître mutuellement.

Ouvrons une nouvelle ère.
